

L'AFD ET LE TCHAD

الوكالة الفرنسية للتنمية وتشاد

Consolider les bases du développement
توطيد أسس التنمية

© Delphine Tefjo



L'AFD AU TCHAD

Au Tchad, l'AFD a une expérience de plus de 50 ans. Dans les années 90, les interventions étaient dominées par le développement rural, notamment le coton, les aides budgétaires et les infrastructures. Au cours de la décennie 2000, les difficultés du pays l'ont conduit à se centrer sur l'eau et l'assainissement (45 M€), l'éducation et la santé (28 M€), l'agriculture et la sécurité alimentaire (19 M€), les infrastructures et le développement urbain (11 M€).

En 2012, les objectifs centraux de l'AFD au Tchad sont de contribuer à la prévention des conflits, de renforcer les capacités des acteurs et de soutenir la mise en place de politiques nationales ambitieuses.



© AFD - Jean-Marc Pradelle

RENFORCER LA PAIX ET LA STABILITÉ

Les transformations profondes que connaît le Tchad, accompagnées de flux de réfugiés de pays voisins, sont sources de tensions au plan social comme pour l'utilisation des ressources naturelles. Pour réduire les facteurs de fragilité, l'AFD met en place des programmes visant à la fois l'obtention de résultats rapides et la consolidation des institutions.

- Les programmes d'hydrauliques pastorales financés depuis 15 ans facilitent les compromis entre éleveurs nomades et agriculteurs sédentaires;
- Un programme pilote de plan foncier dans la région de N'Djamena teste des pistes de résolution de la question foncière à l'échelle du pays;
- Un projet pilote du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) aborde la question sensible du Lac Tchad.

Prévenir les crises sur l'espace rural et les régions frontalières

Sécuriser la transhumance et l'accès aux pâturages par l'ouverture de points d'eau et le balisage de couloirs de transhumance en concertation avec les sédentaires est un enjeu majeur. L'AFD finance dans ce but des projets d'hydraulique pastorale sur l'ensemble de la bande sahélienne tchadienne, notamment les projets Almy Bahaim (de l'eau pour le bétail) à l'Est et Almy al Afia (de l'eau pour la paix) au centre du pays. Elle cofinance avec l'État tchadien la construction d'un second pont sur le Batha pour faciliter la traversée de cet oued par les troupeaux.

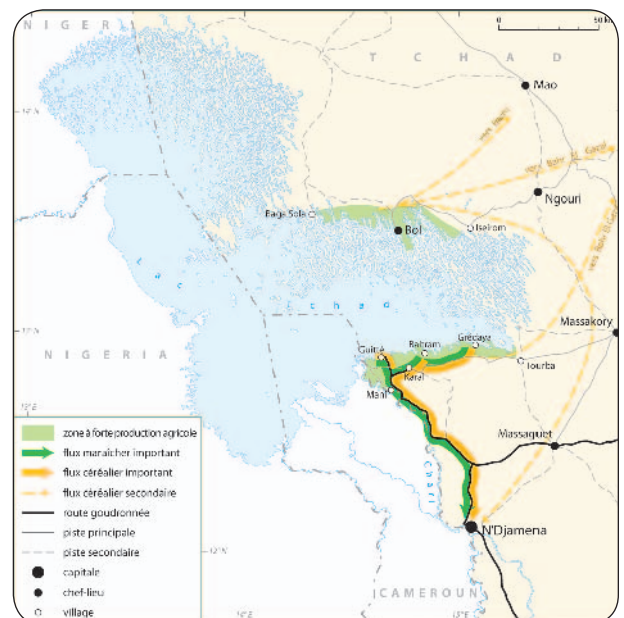


© AFD - Jean-Marc Pradelle

La crise de 2005/2006 à l'Est du pays a conduit les autorités à faire appel à la communauté internationale pour assurer sécurité et assistance aux populations. L'AFD met en œuvre depuis 2008 le Programme d'Appui à la Stabilisation à l'Est du Tchad visant à accompagner le retour des populations déplacées dans leur région d'origine via l'accès aux services de base. À la frontière centrafricaine, l'ONG CARE appuie les populations hôtes et réfugiées, avec le soutien financier de l'AFD.

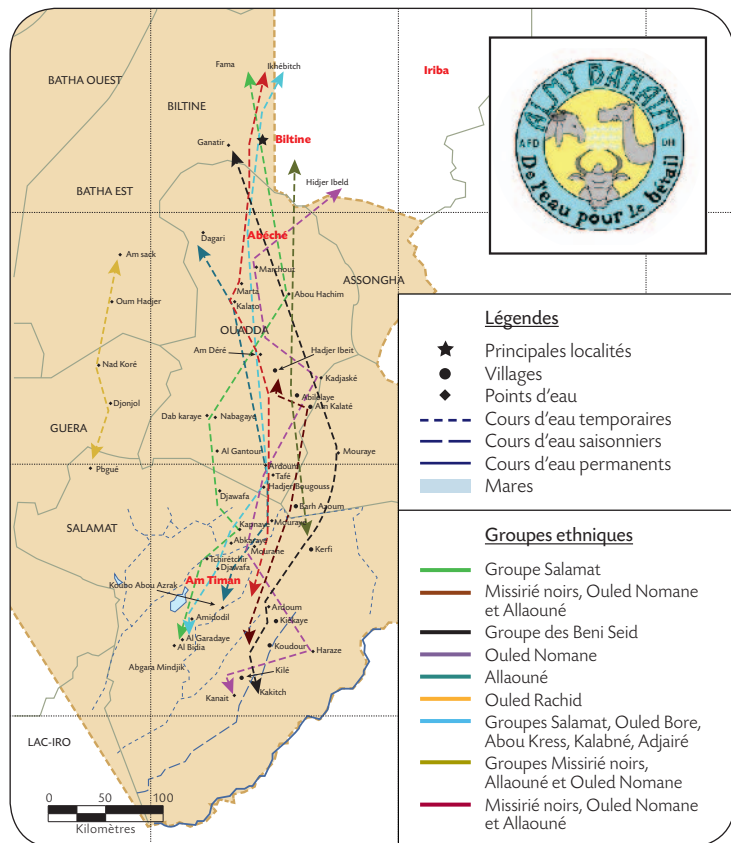
Le Lac Tchad : enjeu régional majeur

À la frontière de quatre États (Tchad, Cameroun, Niger et Nigeria), le Lac Tchad est au cœur des enjeux de développement. L'enjeu est de concilier l'exploitation de ressources naturelles fragiles, la transformation des systèmes agricoles et pastoraux sous l'effet des dynamiques migratoires et la demande urbaine des 4 pays. L'importance des échanges commerciaux dans cette région, à cheval sur les ensembles régionaux Afrique de l'Ouest et Afrique centrale, souligne le besoin d'une réflexion commune sur le développement régional tiré par les dynamiques urbaines, notamment du Nigeria (Maiduguri) et du Tchad (N'Djamena).



© Geneviève Decroix, PRODIG, UMR 8586, CNRS

Exemple de mouvements de transhumance



© Elsa Mbebang'u.

Le défi est élevé. Après 40 ans de crises, la population du Tchad est l'une des plus pauvres de la planète, le pays occupant la 162^e place de l'IDH sur 169 pays. Plus de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. L'accès restreint à l'eau et à l'électricité handicape l'économie et la santé. La forte croissance démographique (+3,6% par an) accentue les défis en termes d'emploi, de sécurité alimentaire, d'accès aux services sociaux et de développement durable.

Le Tchad s'appuie également sur ses partenariats avec différents pays étrangers, partenaires classiques ou émergents, et avec les bailleurs de fonds multilatéraux. Cependant, tous bailleurs confondus, le Tchad recevait en 2010 des volumes d'aide très inférieurs à ceux d'autres pays sahéliers. Pour les accroître, la reprise d'un programme avec le Fonds Monétaire International et l'annulation de la dette sont des étapes essentielles.

© Abdoulaye Souleymane Nourène.

DES PERSPECTIVES NOUVELLES POUR LE TCHAD

Le retour à la paix tant interne qu'externe ouvre de nouvelles perspectives au Tchad. À son tour, ce pays aborde la triple transition du développement : démographique, urbaine, économique. Pour relever ces défis, le pays compte sur ses ressources internes : population jeune, ressources pétrolières, potentiel agricole, large cheptel, industries nouvelles, etc. Grâce au pétrole, le budget de l'État a été multiplié par quatre en dix ans. La mise à niveau des infrastructures est engagée. Si elle s'accompagne d'une gestion rigoureuse et équitable des finances et d'un fort investissement dans les ressources humaines, les conditions seront réunies pour la progression des niveaux sociaux, de l'investissement et de l'activité économique locale.

ACCOMPAGNER LES DIFFÉRENTS ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT

L'AFD renforce les capacités du secteur public en accompagnant dans la durée ses partenaires clés dans les administrations. Cependant, la fonction publique et les entreprises modernes n'offrent que des débouchés limités au regard de l'arrivée massive de jeunes sur le marché de l'emploi. La société fourmille d'initiatives de très petites entreprises ou d'associations. Les collectivités territoriales s'apprennent à jouer un rôle croissant avec la tenue des premières élections locales. L'AFD mobilise ses différents instruments pour appuyer ces acteurs qui apportent services et emploi à la population, et qui contribuent à l'amélioration de la gouvernance. Les collectivités publiques et les ONG françaises sont à cet égard des alliés précieux.

L'AFD dispose d'une large palette d'instruments de renforcement des capacités au service de ses partenaires :

- échanges d'expérience ;
- formations individuelles ou collectives, notamment offertes par une institution spécialisée, le CEFEB ;
- expertises techniques ponctuelles ou de longue durée.



© AFD - Jean-Marc Pradelle

Le rôle majeur des entreprises

L'AFD met à la disposition des entreprises une gamme variée d'instruments financiers et d'appuis.

- Sa filiale secteur privé PROPARCO apporte son concours à la Compagnie Sucrière du Tchad (garantie de 5 M€) et à la société de téléphonie mobile TIGO (prêts de 20 M€).
- Mis en place depuis 2009 dans le cadre de l'initiative présidentielle du Cap, l'outil de garantie ARIZ facilite l'accès au financement des PME et des institutions de microfinance (IMF) au Tchad, pour un montant total de l'ordre de 6 millions d'euros fin 2011, répartis dans les secteurs du BTP, des transports, de la formation professionnelle, du microcrédit et de l'hôtellerie.
- L'appui aux producteurs agricoles et aux éleveurs contribue à l'alimentation des villes (produits maraîchers du Bahr Linia) comme aux exportations (bétail, coton, gomme arabique - en partenariat avec *Danone*).
- Consciente que l'essentiel de l'activité est dans les mains de petites et très petites entreprises, souvent informelles ou familiales, l'AFD étudie la faisabilité de programmes en faveur de la microfinance, de l'accompagnement des entrepreneurs et de la formation professionnelle.
- Les grandes entreprises de service public (eau, électricité, coton...), en voie de réforme, pourraient bénéficier également des appuis techniques ou financiers de l'Agence.



© AFD - Jean-Marc Pradelle

L'accès à l'eau de plus d'un million de personnes

Après avoir soutenu la Société publique des Eaux pendant les années 90, l'AFD a apporté dans la période récente une contribution significative en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement, en partenariat avec les autorités nationales et locales. Elle a financé l'installation de plus de 1700 points

d'eau équipés de pompes dans les villages et de 41 réseaux d'adduction d'eau potable, en zone semi-urbaine et à N'Djamena, contribuant à l'accès à l'eau de plus de 1,2 million de consommateurs dans tout le pays. Des dispositifs de gestion autonomes des installations garantissent la pérennité des installations.

L'effort est désormais **centré sur la Ville de N'Djamena**.

L'AFD y accompagne le processus de décentralisation, en lien avec les appuis du ministère français des Affaires étrangères et européennes et de la coopération décentralisée, notamment de la ville de Toulouse. Elle y finance des projets situés dans les quartiers périphériques de N'Djamena, permettant d'améliorer les conditions de vie des populations et de couvrir une partie des besoins engendrés par la forte croissance urbaine, notamment via la mise hors d'eau et la construction de réseaux d'adduction d'eau potable touchant plus de 200 000 habitants des quartiers périphériques.



© AFD - Jean-Marc Pradelle

PROMOUVOIR LE DIALOGUE SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

Alors que le Tchad renoue avec la croissance, la mise en place de politiques mobilisatrices dans les grands secteurs sociaux et économiques est un enjeu majeur pour la lutte contre la pauvreté. Leur légitimité sera assurée par la qualité des biens publics fournis aux citoyens et l'association de ceux-ci aux décisions qui les concernent.

Destinées à l'ensemble de la population, les politiques doivent résulter d'un débat avec tous les acteurs concernés. Elles doivent aborder à la fois les questions institutionnelles, la formation du capital humain et l'investissement matériel. Pour soutenir de telles démarches, préalables à la mise en place de financements conséquents, un investissement « qualitatif » est prioritaire, sous des formes diverses : appuis techniques, études, séminaires, mobilisation des réseaux d'expertise de l'AFD.



© AFD – Jean-Marc Pradelle

► Identifier des solutions adaptées aux problèmes prioritaires de l'éducation et de la formation

Les résultats encore très insuffisants en matière d'éducation et de formation (54 % de la population encore analphabète) soulignent que beaucoup reste à faire pour satisfaire la forte demande d'éducation des familles et pour développer les qualifications professionnelles attendues par le marché du travail.

Aux côtés d'autres bailleurs de fonds, l'AFD cherche à accompagner la mobilisation de toutes les compétences, publiques et privées, au service de cet objectif crucial. Elle contribue à la formation des maîtres et à la formation initiale de personnels qualifiés dans le secteur de la santé. Elle prépare, en lien avec les milieux productifs, de nouveaux appuis à la formation professionnelle.



© AFD – Jean-Marc Pradelle

► Vers une Plateforme pastorale

Dans la foulée des appuis apportés à l'hydraulique pastorale, l'AFD facilite le dialogue entre les acteurs de l'élevage pastoral au Tchad : associations d'éleveurs, recherche scientifiques, pouvoirs publics, entités déconcentrées, experts et partenaires extérieurs. En finançant une combinaison d'expertises locale et internationale, elle accompagne la mise sur pied d'un fonds d'entretien des ouvrages hydrauliques pastoraux et de mécanismes de financements appuyés sur les fonds climat.

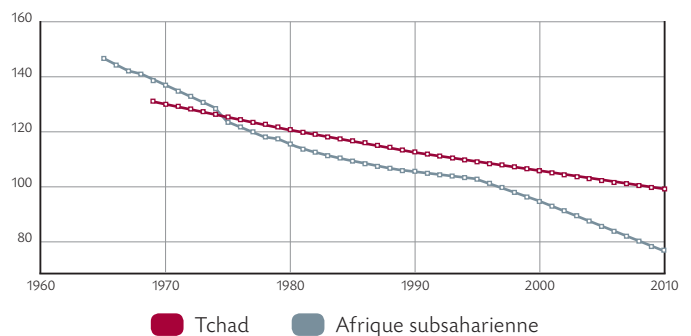
► Santé maternelle et infantile et dividende démographique

Le pays fait face à des indicateurs en santé maternelle et infantile très dégradés – espérance de vie à la naissance de 49 ans, taux de mortalité maternelle de 1200 pour 100 000 naissances, 1 médecin pour 27 000 patients, etc. L'AFD y centre son action sur la santé maternelle et infantile, la formation des personnels de santé et la lutte contre le Sida, à travers des projets d'un montant total d'environ 15 millions d'euros. Elle accompagne les réflexions stratégiques en cours, notamment sur la gratuité des soins ou la planification familiale.

L'EFFICACITÉ PASSE PAR LA COORDINATION

L'agence participe aux efforts de coordination des partenaires extérieurs du Tchad, dans le cadre de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Les groupes sectoriels permettent un échange fructueux lors des identifications comme sur la mise en œuvre des programmes et le dialogue avec les autorités. Cette coordination accroît les synergies avec les aides européennes, multilatérales (Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement et Nations-Unies) et les fonds verticaux auxquels la France contribue par différents canaux. Au sein de la coopération bilatérale, l'agence collabore avec les services de l'Ambassade de France, les coopérations décentralisées et les Organisations Non-Gouvernementales françaises, ainsi que les bureaux d'études, experts et entreprises mobilisés sur les concours financiers de l'AFD.

Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)



► Un partenariat croissant au sein de l'aide européenne

Un dialogue étroit s'est établi avec la Délégation de l'Union européenne. Il a démarré dans les secteurs de l'élevage et de l'hydraulique. Dans ce domaine, une coordination étroite s'établit : l'AFD s'oriente vers l'hydraulique urbaine à N'Djamena, notamment sur des fonds délégués par l'UE, tandis que le X^e FED couvrira les besoins en hydraulique villageoise et semi-urbaine dans le reste du pays. L'AFD participe à la programmation conjointe à moyen et long terme des aides européennes.

► Des relations fortes avec les Organisations de Solidarité Internationales (OSI)

Les relations entre l'AFD et les OSI peuvent être de différentes natures : parfois opératrices des projets financés par l'AFD auprès des Autorités, les OSI bénéficient également de cofinancements de leurs propres initiatives via différents instruments. Leur action souple et proche du terrain complète les grands programmes publics. Ces synergies se multiplient et sont de mieux en mieux mises en valeur grâce à des échanges réguliers avec l'agence de N'Djamena.



© AFD – Jean-Marc Pradelle

Établissement public, l'Agence Française de Développement (AFD) agit depuis soixante-dix ans pour combattre la pauvreté et favoriser le développement dans les pays du Sud et dans l'Outre-mer. Elle met en œuvre la politique définie par le Gouvernement français.

Présente sur le terrain dans plus de 50 pays et dans 9 collectivités d'Outre-mer, l'AFD finance et accompagne des projets qui améliorent les conditions de vie des populations, soutiennent la croissance économique et protègent la planète : scolarisation, santé maternelle, appui aux agriculteurs et aux petites entreprises, adduction d'eau, préservation de la forêt tropicale, lutte contre le réchauffement climatique...

En 2010, l'AFD a consacré plus de 6,8 milliards d'euros au financement d'actions dans les pays en développement et émergents et en faveur de l'Outre-mer. Ils contribueront à la scolarisation de 13 millions d'enfants, l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable pour 33 millions de personnes et l'octroi de microcrédits bénéficiant à un peu plus de 700 000 personnes. Les projets d'efficacité énergétique sur la même année permettront d'économiser près de 5 millions de tonnes de CO₂ par an.



www.proparco.fr

Filiale de l'AFD, Proparco a pour mission de favoriser les investissements privés en faveur de la croissance, du développement durable et de l'atteinte des objectifs du millénaire, dans les pays émergents et en développement. Elle propose des financements permettant de répondre aux besoins spécifiques des investisseurs dans le secteur productif, les systèmes financiers, les infrastructures et le capital-investissement.



www.ffem.fr

Le Fonds Français pour l'Environnement Mondial est un fonds public bilatéral qui a été créé en 1994 par le Gouvernement français à la suite du Sommet de Rio. Il a pour objectif de favoriser la protection de l'environnement mondial dans des projets de développement durable dans les pays en développement. Le FFEM intervient en appui à des réalisations concrètes dans les pays bénéficiaires, avec une démarche d'apprentissage et en testant des approches novatrices ou exemplaires.

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT (AFD)

5 rue Roland Barthes
75598 Paris Cedex 12 – France
Tél. : +33 1 53 44 31 31
Fax : +33 1 44 87 99 39
www.afd.fr

AGENCE DE N'DJAMENA

Route de Farcha – B.P. 478 – N'djamena
Tél. : 00 235 22 52.70.71
Fax : 00 235 22 52.78.31
AFDndjamena@groupe-afd.org



Cette publication a été imprimée dans le respect de l'environnement avec des encres végétales et sur du papier PEFC™ (gestion durable des forêts).